COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 28 avril 2006
(convocation du 14 avril 2006)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Huit Avril Deux Mil Six à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Alain ROUSSET, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. ROUSSET Alain, M. MARTIN Hugues, M. HOUDEBERT Henri, M. BOBET Patrick, M. BRON Jean-Charles, M. BROQUA Michel, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Alain, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DAVID Alain, Mme DESSERTINE Laurence, M. DUCASSOU Dominique, M. DUCHENE Michel, Mme EYSSAUTIER Odette, M. FAVROUL Jean-Pierre, Mme FAYET Véronique, M. FELTESSE Vincent, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GUICHARD Max, M. LABARDIN Michel, M. LABISTE Bernard, Mme LACUEY Conchita, M. MERCIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. SAINTE-MARIE Michel, M. SEUROT Bernard, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, M. BANAYAN Alexis, M. BAUDRY Claude, M. BELIN Bernard, M. BELLOC Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, Mme BRACQ Mireille, M. BREILLAT Jacques, M. CANOVAS Bruno, Mme CARLE DE LA FAILLE Marie Claude, Mme CASTANET Anne, M. CASTEL Lucien, Mme CAZALET Anne-Marie, M. CAZENAVE Charles, M. CHAZEAU Jean, Mme CONTE Marie-Josée, M. COUTURIER Jean-Louis, Mme DARCHE Michelle, M. DAVID Jean-Louis, Mme DE FRANCOIS Béatrice, Mme DELAUNAY Michèle, M. DELAUX Stéphan, M. DOUGADOS Daniel, Mme DUBOURG-LAVROFF Sonia, Mme DUMONT Dominique, M. DUPRAT Christophe, Mme FAORO Michèle, M. FAYET Guy, M. FEUGAS Jean-Claude, M. GRANET Michel, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. HOURCQ Robert, M. HURMIC Pierre, Mme ISTE Michèle, M. JAULT Daniel, Mme JORDA-DEDIEU Carole, M. JOUVE Serge, M. JUNCA Bernard, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MANSENCAL Alain, M. MAURIN Vincent, M. MERCHERZ Jean, M. MILLET Thierry, M. MONCASSIN Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, Mme PALVADEAU Chrystèle, M. POIGNONEC Michel, M. PONS Henri, Mme PUJO Colette, M. QUERON Robert, Mme RAFFARD Florence, M. REBIERE André, M. RESPAUD Jacques, M. SARRAT Didier, M. SEGUREL Jean-Pierre, M. SIMON Patrick, M. TAVART Jean-Michel, Mme TOUTON Elisabeth, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. BRANA Pierre à M. DOUGADOS Daniel
M. FREYGEFOND Ludovic à M. LABISTE Bernard (jusqu'à 10 h 30)
M. GELLE Thierry à M. REBIERE André
M. LAMAISON Serge à M. GUICHOUX Jacques
M. VALADE Jacques à M. MARTIN Hugues
M. ANZIANI Alain à M. SAINTE-MARIE Michel
M. BANNEL Jean-Didier à M. BELLOC Alain
M. BELIN Bernard à M. HOURCQ Robert (jusqu'à 10 h 30)
Mme. BRUNET Françoise à Mme. DARCHE Michelle
M. CANIVENC René à M. QUERON Robert
M. CARTI Michel à M. COUTURIER Jean-Louis
M. CASTEX Régis à M. CAZABONNE Alain
M. CORDOBA Aimé à M. GUICHARD Max
Mlle. COUTANCEAU Emilie à Mme. CARTRON Françoise

M. DANE Michel à Mme. NOEL Marie-Claude
M. DUTIL Silvère à Mme. DUMONT Dominique
M. FERILLOT Michel à M. BAUDRY Claude
M. GOURGUES Jean-Pierre à M. MERCIER Michel
M. HERITIE Michel à M. HOUDEBERT Henri
Mme. KEISER Anne-Marie à M. JOUVE Serge
Mme. LIMOUZIN Michèle à M. GRANET Michel
M. MAMERE Noël à M. HURMIC Pierre
Mme. MOULIN-BOUDARD Martine à M. MILLET Thierry
M. NEUVILLE Michel à M. LOTHAIRE Pierre
Mme. PARCELIER Muriel à M. MERCHERZ Jean
M. QUANCARD Joël à M. SIMON Patrick
M. REDON Michel à M. RESPAUD Jacques
Mme. VIGNE Elisabeth à Mme. TOUTON Elisabeth

LA SEANCE EST OUVERTE

**Renforcement des effectifs de la direction opérationnelle de l'Environnement -
2006 - Décision**

Monsieur SEUROT présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

L'organigramme de la Direction Opérationnelle de l'Environnement a été approuvé par le Conseil de communauté du 19 novembre 2004 après un avis favorable du CTP du 20 octobre 2004. La nouvelle organisation qui en découle a été mise en œuvre immédiatement après cette approbation et une bourse de l'emploi a été organisée en interne, entre novembre 2004 et février 2005, sur les postes d'encadrement (A et B), de la maîtrise et des agents de la filière administrative (catégorie C), soit au total 70 agents.

Cette réorganisation s'est faite à effectif constant, soit 803 agents, sur la base des missions et des outils connus à cette période. En janvier 2005, la création d'un poste d'Ingénieur chargé de l'élaboration des marchés a porté cet effectif à 804 agents. En novembre 2005, cet effectif était porté à 813 agents par le transfert et la création de postes au titre de l'adaptation de l'organisation communautaire:

- . 2 postes supplémentaires de conducteurs de porte-conteneurs des centres de recyclage,
- . 6 postes d'agents de communication de proximité,
- . 1 poste de chef de projet "Complexe Thermique des Hauts de Garonne".

Après un an de fonctionnement de la nouvelle organisation, on constate:

- que l'effectif fonctionnel n'est pas encore totalement atteint, soit par rapport à des recrutements en cours, soit par rapport à des réaffectations ou à des reclassements qui n'ont pu, à ce jour, être concrétisés en fonction des qualifications ou/et des inaptitudes des agents concernés,

- que le renforcement d'Unités est nécessaire d'une part, dans le cadre de l'évolution de leur plan de charge quotidien et d'autre part, dans le cadre de l'évolution même des missions qui le constituent.

- que des redéploiements de postes non pourvus à ce jour, sont de même envisageables dans le cadre de la diminution du plan de charge quotidien des Unités concernées ou de l'évolution des outils qui y contribuent.

1. CREATION DE POSTES SUPPLEMENTAIRES

1.1 Unité Support Collectes

Plus particulièrement, c'est le fonctionnement de l'**USID** (Unité de Surveillance et d'Intervention Déchets) qui est en cause. Il apparaît clairement que la part du travail administratif induite par les missions de terrain (gestion des contrats de Redevance spéciale¹, instruction des constats de présentation des déchets et des réclamations...) a très largement été sous estimée.

Le manque de données initiales à l'occasion de la mise en place de cette structure (la Communauté urbaine est une des premières métropoles françaises à avoir appliqué la réglementation de la Redevance spéciale à une telle échelle) explique en grande partie les difficultés rencontrées aujourd'hui.

La Redevance spéciale propose un tarif en fonction d'un service rendu. Il est donc indispensable que la structure dédiée soit organisée sur la base d'un véritable service clientèle.

Une étude spécifique a été menée sur les modalités de fonctionnement de l'Unité, tant sur le plan de charge actuel que sur ses évolutions à court terme. **Il ressort la nécessité de créer deux postes d'agents administratifs supplémentaires.**

1.2 Unité Apport Volontaire

Le plan de charge quotidien de cette Unité au niveau de **la collecte des cartons** issus d'activités professionnelles dans le centre ville de Bordeaux augmente régulièrement chaque année. Un rapport démontrant notamment la nécessité d'augmenter les moyens dévolus à cette mission a été présenté en EDG, puis au Bureau de la Communauté du 9 juin 2005 qui a donné un avis favorable à la création **d'un poste supplémentaire d'agent de ramassage des cartons.**

1.3 Unité Collectes OM

L'action n°1 du Plan collecte approuvé par le Conseil de Communauté du 21 novembre 2003 (délibération n°2003/0856) prévoit **la création d'une tournée de collecte supplémentaire pour une augmentation de la population de l'agglomération de 4 000 habitants.** Suivant les derniers calculs et estimations publiées par l'INSEE², cette population aurait augmenté de 29 000 habitants entre 1999 et 2004. Cette augmentation est corroborée par l'augmentation du nombre de bacs en service entre 2000 et 2004, soit 11 304 bacs (2 826 bacs / an) équivalent à 7 tournées de collecte.

¹ 7 500 contrats de Redevance Spéciale à l'horizon fin 2005

² Ces estimations font apparaître un taux annuel d'augmentation très supérieur à celui généralement admis de 0.45 % / an, soit 15 000 habitants entre 1999 et 2004.

On notera à ce sujet, que la croissance de la population entraîne l'augmentation du produit de la TEOM. En outre, cette croissance s'accompagne d'une évolution régulière des zones pavillonnaires de l'agglomération, notamment sur les zones périphériques.

- *Entre 2000 et 2003, ces augmentations ont pu être intégrées en s'appuyant sur le rééquilibrage des circuits de collecte entre eux, notamment sur la partie Sud de l'agglomération. L'optimisation des moyens (circuits spécifiques par rapport à la typologie urbaine et aux véhicules de collecte, modification des sites de départ de certaines tournées) a de même permis, entre 2002 et 2003, d'intégrer le passage en collecte sélective en porte-à-porte des communes de Bègles, Le Bouscat, Talence et des parties des communes, intérieur Rocade, de Mérignac et de Pessac.*

- *En 2004, malgré l'augmentation continue du nombre de bacs, des tournées supplémentaires de collecte n'ont pas été créées, l'arrêt de la collecte sur les communes de Ludon Médoc et Macau permettant de répondre, en partie, à cette évolution par un transfert des moyens affectés et un nouvel équilibrage des tournées de la zone Nord de l'agglomération.*

- *En 2005 une refonte des tournées de collecte sur Bordeaux (nocturnes et diurnes) a de même été réalisée en juin et a permis quelques gains substantiels de moyens qui ont été "réinjectés" sur la zone Ouest de l'agglomération.*

En fait, entre 2000 et 2005, les réorganisations successives des tournées de collecte ont permis de pallier l'évolution du plan de charge quotidien liée d'une part, à l'augmentation continue de la population et d'autre part, à l'extension des collectes sélective en porte-à-porte³. Elles correspondent à différentes phases d'optimisation des moyens préconisées dans le Plan collecte. Ainsi toutes les tournées de collecte sont aujourd'hui établies sur des bases de travail de 7 heures / jour, dans des conditions adaptées aux consignes d'hygiène et sécurité optimales et à une évolution vers l'encadrement du "fini-parti".

Il est toutefois impératif d'engager dès 2006 une extension du nombre de tournées pour répondre à l'urbanisation croissante de certains secteurs géographiques et à l'extension des collectes sélectives en porte-à-porte. Sur les trois années à venir, ces extensions se répartissent de la manière suivante:

	2006	2007	2008
Extension des collectes sélective en porte-à-porte sur Bordeaux	1 secteur supplémentaire (Caudéran- Saint Augustin)	3 secteurs supplémentaires (entre Cours et Boulevards)	1 secteur supplémentaire (Bordeaux Nord, Belcier et Bastide)
Extension des collectes sélective en porte-à-porte sur les communes en fréquence 2	1 secteur supplémentaire		
Augmentation annuelle de la population (action n°1 du Plan collecte)	1 secteur supplémentaire	1 secteur supplémentaire ⁴	1 secteur supplémentaire ⁴

³ Le simple passage d'une fréquence 3 à une fréquence 2+1 (ou de 2 à 1+1) implique une augmentation du temps de collecte quotidien de l'ordre de 18 %, à cause de l'évolution concomitante des taux de présentation des bacs.

⁴ En fonction du taux annuel d'augmentation de la population observé de 1999 à 2004.

Sur ces bases, il est indispensable de créer en 2006, 3 secteurs de tournées de collecte supplémentaires sur l'agglomération. Cette évolution se traduit par **la création, en 2006, de 15 postes supplémentaires d'agents de collecte.**

1.4 Département Gestion du Service Public

L'importance du travail induit par la Redevance Spéciale, les nouveaux outils de gestion liée au suivi de l'établissement des coûts de gestion de la Direction et au suivi (ressource support aux Chefs de projets) de dossiers stratégiques tels qu'ASTRIA ou le Complexe Thermique des Hauts de Garonne, nécessite aujourd'hui **la création au Département Gestion du Service Public d'un Rédacteur Territorial supplémentaire** en appui du chef de département dans ses missions quotidiennes.

1.5 Unité Support Valorisation du Département Valorisation

La mise en œuvre prochaine de la collecte des DMS (Déchets Ménagers Spéciaux) et des D3E (Déchets d'Equipements Electrique et Electronique / Décret de juillet 2005) et la valorisation des gravats des centres de recyclage ainsi que la maintenance des matériels de pré collecte enterrés vont générer des marchés que la structure actuelle de surveillance de l'Unité ne peut pas intégrer dans son plan de charge. Il y a donc lieu de **créer un poste supplémentaire d'agent de Surveillance Travaux et prestations** au sein de cette Unité.

1.6 Unité Centres de Recyclage

De même, l'utilisation intensive des quelques 330 caissons amovibles des centres de recyclage nécessite une surveillance et un entretien réguliers, notamment au niveau des principaux dispositifs de sécurité. Ainsi, en accord avec la Direction des Moyens Généraux, il a été proposé d'affecter à temps plein un agent de la DOE chargé de cette mission. Il y a donc lieu de **créer un poste d'agent d'exploitation Suivi et Sécurité des caissons amovibles** au sein de l'Unité Centres de recyclage. Cet agent sera ainsi chargé de la surveillance de l'état général des caissons, et plus particulièrement des systèmes de fixation, des systèmes de préhension, des systèmes de verrouillage et d'encrage.

2. REDEPLOIEMENT DE POSTES

2.1 Unité Centres de transfert et Usines

L'effectif approuvé comporte notamment:

- 20 postes d'agents de conduite des Centres de transfert,
- 8 postes d'agents d'exploitation Réception Contrôle des apports des Centres de transfert.

A ce jour, seuls 18 postes (12 pour les agents de conduite et 6 pour les agents de réception / contrôle) sont occupés. Dans le cadre de la réorganisation des dépôts et de la localisation des équipes de collecte, concomitante avec des plages d'ouverture plus larges au niveau des usines de traitement des ordures ménagères résiduelles, il est nécessaire de porter ces effectifs à :

- 17 postes d'agents de conduite des Centres de transfert,
- 6 postes d'agents d'exploitation Réception Contrôle des apports des Centres de transfert,

soit un gain de 5 postes sur l'effectif théorique voté en 2004.

2.2 Unité Formation / G.P.E.C

Cette Unité prévoyait à l'origine la création d'un poste d'Adjoint Formation. La charge de travail actuelle (poste non pourvu à ce jour) liée à la création (CTP du 7 novembre 2005) d'un poste d'Attaché à la cellule Ingénierie de la DDRH chargé spécifiquement du suivi des ressources humaines de la direction Opérationnelle de l'Environnement (positionné géographiquement à la DOE), ne justifie plus le maintien de ce poste.

3. CONCLUSION

Dans ces conditions, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, si tel est votre avis de bien vouloir accepter les dispositions ci-dessus définies, soumises au Comité Technique Paritaire du 7 avril 2006 et donc :

- de décider du renforcement de l'effectif affecté à la collecte des déchets ménagers dans le cadre des extensions de collectes sélectives en porte-à-porte et de l'augmentation de la population, soit 15 postes supplémentaires (Plan collecte),

- de décider les renforcements ponctuels de certaines Unités par redéploiement de personnel concernant 6 postes.

Les dépenses correspondantes sont inscrites au chapitre 012, traitements et charges comprises, soit un montant de 418 500 Euros en année pleine.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 28 avril 2006,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

**REÇU EN
PRÉFECTURE LE
18 MAI 2006**

M. BERNARD SEUROT